

Ukraine : « Poutine n'arrêtera pas la guerre sans rien gagner »

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 9 MARS 2022



Des soldats ukrainiens inspectent un véhicule abandonné par l'armée russe dans la région du Donbass, le 7 mars. © Photo EyePress News / EyePress via AFP

Comment comprendre la phase actuelle de la guerre menée par la Russie en Ukraine et les menaces qui planent plus généralement sur l'Europe? Le point de vue du général Vincent Desportes.

Quelle est la stratégie actuelle de l'armée russe? Les menaces nucléaires sont-elles à prendre au sérieux? Peut-on imaginer que les livraisons d'armes à l'Ukraine, notamment si elles incluaient des avions de chasse, changent la donne?

Entretien avec le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre et professeur de stratégie à Sciences-Po Paris et à HEC. Retraité de l'armée, il publie prochainement, chez Denoël, *Visez le sommet. Pour réussir, devenez stratège*. Entretien.

Quelle lecture faites-vous de la campagne militaire russe en Ukraine?

Vincent Desportes : Elle me paraît fondée, dès le départ, sur beaucoup de manque de discernement et d'erreurs d'appréciation. La première est d'avoir imaginé que le peuple ukrainien de 2022 était le même qu'en 2000. La deuxième était que ce peuple ne se défendrait pas alors que même des villes à majorité russophone comme Kharkiv ou Marioupol se battent bec et ongles.

La troisième est d'avoir pris le président ukrainien pour un humoriste de petit niveau incapable d'autorité, alors qu'il s'est affirmé comme un redoutable chef de guerre. La quatrième est d'avoir cru son armée capable de prendre Kiev en 24 heures grâce à des opérations

aéroportées. La cinquième est d'avoir pensé que nous étions des nations décadentes incapables de nous unir et de nous opposer à lui.

L'armée russe avait préparé l'option d'une guerre éclair qui ne s'est pas concrétisée mais sans doute moins l'option B, ce qui explique le sentiment qu'elle s'embourbe et doit faire face à des problèmes logistiques alors qu'elle n'est pourtant pas loin de ses bases. Pour une opération prévue de longue date, ces contre-performances sont surprenantes.

En dépit de cela, l'Ukraine a-t-elle les moyens militaires de résister à l'invasion russe ou doit-on déjà imaginer une guérilla sous occupation?

Il est vraisemblable que l'armée ukrainienne finisse par plier, avec un rapport de forces global de 1 à 9. Mais on a le sentiment qu'elle était bien préparée, organisée en pôles de défense, avec des dépôts de munition déconcentrés et un commandement plus décentralisé que l'armée russe, qui lui confère un avantage non négligeable. Cela ne suffira sans doute pas à empêcher sa destruction, compte tenu du rapport de forces, et que cette guerre se transforme en guérilla. L'incertitude majeure est aujourd'hui de savoir si Poutine se lancera à l'assaut d'Odessa et de Kiev.

Qu'est-ce qui pourrait le faire hésiter à aller dans ce sens?

D'abord, prendre Kiev suppose de parvenir à l'encercler, pour éviter que des armes y entrent, et les Russes semblent encore loin d'y parvenir. Ensuite, Poutine connaît son histoire et donc celle de la bataille de la Stalingrad. Il sait que chercher à prendre une ville comme Kiev, avec une population nombreuse prête à se défendre, cela va mal se passer. Et il a des raisons de penser que Kiev devienne son tombeau.

Je pense que Kiev sera l'élément ultime de négociation. La guerre sert à beaucoup de choses, mais avant tout à modifier les conditions de la négociation. Poutine ne s'est pas senti entendu sur son refus de voir l'Otan s'agrandir et a décidé de changer les conditions de la négociation. Aujourd'hui, ne serait-ce qu'en raison des pertes déjà subies par son armée,

il ne peut pas repartir sans gains, sur le statut de l'Ukraine, la Crimée, le Donbass, les batteries de missiles américains en Pologne...

On ne sort de la guerre que par la destruction ou la négociation et il serait donc souhaitable de laisser une porte de sortie à Poutine si on veut éviter la destruction de l'Ukraine, voire de l'Europe. Poutine n'arrêtera pas la guerre sans rien gagner. Zelensky ne pourra pas être jusqu'au-boutiste. Si vous laissez un chien enragé dans une impasse, il vous sautera à la gorge.



Des soldats ukrainiens inspectent un véhicule abandonné par l'armée russe dans la région du Donbass, le 7 mars 2022. © Photo EyePress News / EyePress via AFP

Les livraisons d'armes actuelles sont-elles susceptibles d'arrêter l'armée russe ?

Elles ne peuvent pas changer le cours des choses, même si ces outils défensifs, ces armes antichars ou ces missiles de type Stinger font peur à l'armée russe et à son aviation, et l'empêchent de déployer toute sa force de frappe. Cela ne peut sans doute pas changer le cours de la guerre, mais cela va en augmenter le coût pour Poutine.

Sommes-nous dans le déni de la possibilité du feu nucléaire comme nous avons été dans le déni de la possibilité de l'invasion russe ?

Il me semble. Nous sommes sous menace nucléaire, et je ne vois pas de raison de juger que Poutine ne bougera pas sur ce plan. Il fait ce qu'il dit, il dit ce qu'il fait et fait même souvent plus que ce qu'il dit. Nous n'avons pas le droit de ne pas prendre en compte le fait qu'il a brandi cette menace.

Il y a trois types de nucléaire: le nucléaire des centrales, le nucléaire tactique, le nucléaire stratégique. Concernant les centrales, il y a eu des bavures, mais je ne pense pas qu'il y ait eu de volonté de cibler les centrales, même s'il aurait été plus

raisonnable pour les deux parties d'en faire des «no war zone». Ce nucléaire constitue un risque, mais pas un danger.

Ensuite, il y a la possibilité d'escalade avec l'usage de l'arme nucléaire tactique par Poutine, qui consisterait en un tir nucléaire sur l'Ukraine qui serait plus fort que Hiroshima mais circonscrit au terrain de guerre. Le monde s'arrêterait, stupéfait par l'emploi d'une troisième arme nucléaire dans l'histoire humaine. Nous ne riposterions pas, car nous ne serions pas directement visés et il est probable que les Ukrainiens cesseraient les combats. Le risque ne me semble pas négligeable, si Poutine se retrouve dans une impasse.

Enfin, on peut imaginer un affrontement entre les troupes otaniennes et russes qui se transformerait en catastrophe. Je pense que Poutine ne se lancera pas dans une telle escalade, à moins de se sentir perdu. Mais il faut quand même se souvenir que nous avons disposé des soldats en Roumanie et que la doctrine française est, si nos intérêts vitaux sont menacés, d'utiliser le feu nucléaire, même en premier, en guise d'avertissement.

Que se passera-t-il si Poutine conquiert l'ensemble de l'Ukraine et menace d'autres frontières ?

Éviter une telle perspective suppose d'être perspicace quant à ce qui se passe dans la tête de l'adversaire et de garder son sang-froid. Moi qui suis né avant 1962, je serais sans doute mort si Kennedy et Khrouchtchev n'avaient pas fait preuve de perspicacité et de sang-froid. Ce qui peut nous inquiéter est que Poutine semble, à maints égards, coupé de la réalité, retranché dans son monde, et que sa vision des choses est peut-être altérée.

Peut-on envisager des livraisons d'avions de chasse aux Ukrainiens, à partir du moment où une zone d'exclusion aérienne semble exclue, et cela pourrait-il changer la donne ?

Si des avions de chasse étaient livrés, cela pourrait changer la donne, mais ils ne le seront pas, pour une bonne raison. Poutine a dit qu'il considérerait comme belligérant le pays d'où partiraient ces avions et c'est habile, car ce que proposent les Américains serait de livrer des F16 à certains pays de l'est de l'Europe

et qu'en échange ces pays livrent leurs Soukhoï ou leurs Mig à l'Ukraine. Mais cela pose un problème technique majeur, puisqu'il faut du temps pour, selon le jargon de l'armée de l'air, « transformer » des pilotes, et qu'on ne passe pas comme cela d'un Mig29 à un F16, il faut des semaines, voire des mois.

Comment imaginer qu'avec les menaces actuelles, la Pologne ou la Tchécoslovaquie prennent le risque de céder leurs avions à l'Ukraine sans être en mesure d'utiliser ceux promis par les Américains et de diminuer, à l'heure actuelle, leur capacité de défense aérienne ? En outre, même si un avion décollait de Pologne pour tenter d'aller se poser en Ukraine, il est probable que la flotte aérienne russe, de l'ordre de quatre cents chasseurs, le détruirait illico.

Cela nous oblige à constater que les Américains demeurent dans le discours, même s'ils ont livré des armes. Alors que l'Europe traverse sa plus grave crise depuis la Seconde Guerre mondiale, ils sont avant tout préoccupés par la Chine et les *midterms*. Alors que l'Europe a fait reposer toute sa défense sur la conviction que les États-Unis ouvriraient grand leur parapluie, les Américains ne se montrent pas à la hauteur des promesses. On l'avait déjà constaté en Afghanistan ou avec les Kurdes mais on est obligé de le constater à nouveau. Joe Biden me fait de plus en plus penser à Roosevelt à Yalta, cédant les pays Baltes à Staline.

Il vous est arrivé d'avoir des mots très critiques sur l'Otan, jugeant que cette alliance avait empêché la constitution d'une défense européenne. Qu'en dites-vous aujourd'hui ?

Aujourd'hui, on est où on est, et l'outil c'est donc l'Otan. Mais l'Otan aujourd'hui face à Poutine, c'est essentiellement les pays européens. Les États-Unis ne

sont pas à la manœuvre et ne prévoient pas d'envoyer des troupes ni des armes en masse. La défense de l'Europe incombe avant tout aux pays européens et je ne pense pas que Washington se sacrifierait pour sauver Vilnius ou Varsovie.

L'Otan a non seulement empêché, par son existence, un niveau correct d'armement à l'échelle européenne, mais engendré un désarmement des armées nationales qui se trouvent aujourd'hui affaiblies face à la menace russe. Nous avons, à tort, confié notre défense à un parapluie américain qui ne se déploie pas, en pensant que les États-Unis seraient toujours garants de nos démocraties.

Ce qui est rassurant est que les pays européens s'en aperçoivent aujourd'hui. Les deux pays marqueurs de cette évolution sont le Danemark, qui a demandé à rentrer dans le système de défense européen, et surtout **l'Allemagne**, qui a décidé de se réarmer et d'envoyer des armes dans un pays en guerre.

Cette crise est en train de transformer l'Europe d'un acteur économique en acteur géopolitique. Pour créer une Europe de la défense, il aurait fallu avoir le piston français et le piston allemand, qui n'a jamais répondu présent. Si l'Allemagne avance vers le réarmement, cette défense européenne redevient envisageable, car l'Allemagne, pour contenir les fantômes de son propre passé, ne se réarmera pas seule, sans chercher une intégration militaire européenne accrue.

Boite noire

L'entretien a été réalisé mardi 8 mars au soir et publié sans relecture de l'interviewé.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.